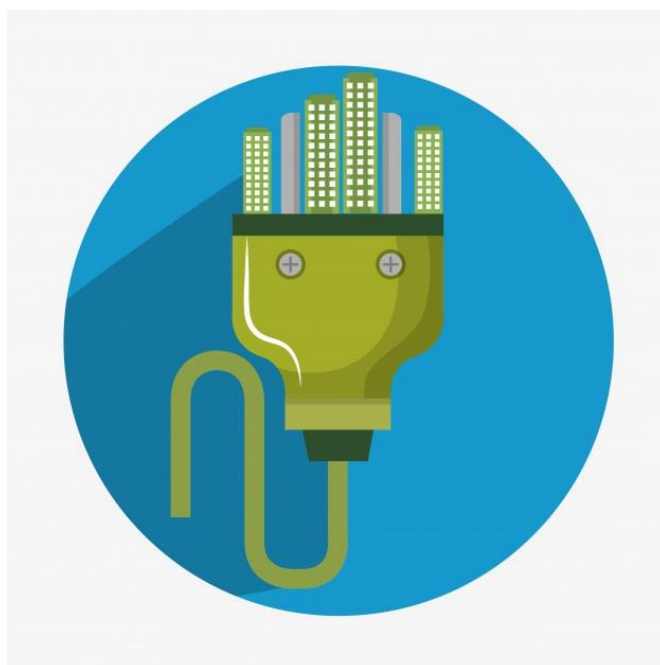


Note de présentation du Compte Administratif



Budget Annexe 2021 ENERGIES

AR Prefecture

006-250601879-20220329-43_2022-BF

Reçu le 08/04/2022

Publié le 08/04/2022

I - CONTEXTE

Le SICTIAM est l'autorité organisatrice du service public de distribution d'électricité sur le territoire de la concession qui couvre 113 communes du département des Alpes-Maritimes, 87 communes au régime rural d'électrification et 26 communes urbaines.

Pour la commune de GATTIERES et une partie de la commune de ROQUEBILLIERE (hors les Quartiers de Berthemont, Gordolon et Le Cougne), la compétence d'Autorité Organisatrice de la Distribution d'Electricité est exercée par les Régies d'électricité de Gattières et de Roquebillière.

Missions

- extension, sécurisation et renforcement des réseaux de distribution en zones rurales
- dissimulation des réseaux sur le territoire de la concession

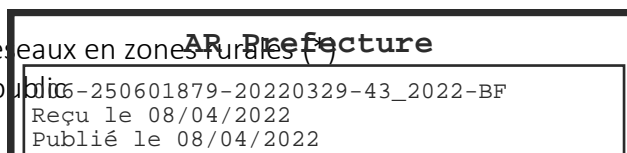
La concession pour le service public de distribution du gaz concerne 6 communes.

La déclaration d'intention de transfert de compétences du SDEG 06 au SICTIAM, avec une date d'effet au 1^{er} janvier 2022, a été validée par délibération en date du 18 février 2021.

En conséquence, le budget 2021 a été construit, conformément au rapport d'orientation budgétaire présenté en Comité Syndical du SDEG 06 du 18 février 2021, pour faire la transition avec la nouvelle structure et le budget annexe « Energies » :

- La modification de la répartition de la TCFE (fixée à 8,5 %) à 4 % pour le SICTIAM au lieu de 1,5 % et 4,5 % pour les communes au lieu de 7 %,
- La prise en charge par le SICTIAM, en contrepartie des parts communales sur les travaux éligibles à la subvention du CAS FACE, à savoir les 20 % restant à financer sur les travaux d'extension, de renforcement et d'enfouissement des réseaux sous le régime rural d'électrification,
- Les charges de personnel inscrites au budget, intègrent les emplois à pourvoir, à savoir un directeur, un responsable éclairage public, un responsable coordination travaux, un agent administratif.
- Les charges à caractère général inscrites au budget, intègrent en plus des charges nécessaires au fonctionnement du SDEG, les dépenses de fonctionnement dédiées à l'exécution des marchés publics de prestations de maintenance des installations d'éclairage public.
- La continuité des investissements dédiés aux compétences statutaires :
 - Les opérations d'équipement
 - Les extensions de réseaux pour répondre aux besoins des administrés en zones rurales
 - Les opérations d'enfouissement de réseaux

- Les renforcements de réseaux en zones rurales
- Les travaux d'éclairage public



(*) Les opérations de renforcement des réseaux de distribution publique d'électricité répondent systématiquement à des besoins de sécurisation des réseaux (contraintes d'intensité) suite à l'accroissement de la demande en électricité et à des obligations réglementaires de tenue globale de la tension électrique distribuée aux abonnés pour limiter le nombre d'utilisateurs dits « mal alimentés (CMA) » et le nombre de coupures de l'alimentation électrique (chutes de tension).

L'évolution de la méthode de calcul mise en œuvre, par le concessionnaire, au niveau national, du nombre de clients raccordés au réseau BT mal alimentés en tenue de tension a conduit à une **augmentation très importante de ce nombre de clients mal alimentés** : de 2 334 CMA en 2017 à 5 747 en 2018 sur le territoire de la concession en zones urbaine et rurale.

Comme précisé par Enedis, cette nouvelle méthode de calcul intègre, notamment, les données énergétiques des sites de production décentralisée et les données climatiques de saisonnalité.

Le nombre de CMA sur le territoire du SDEG en zone rurale est de 2881. Ils représentent désormais presque 1% des CMA sur le réseau de distribution français (275 000 en Urbain+ Rural) alors qu'il n'y avait que de 701 CMA lors de la conférence de 2017, soit une multiplication par un facteur 4.

De ce fait une augmentation de la dotation du CAS FACE au SDEG 06 pour les exercices 2020 et 2021 a été sollicitée lors de la conférence du 1^{er} juillet 2019 auprès du ministère de l'Energie

Par rapport à la dotation 2019, la subvention « extension et renforcement » notifiée pour 2020 a été augmentée de 13 % ; En revanche, la dotation « enfouissement 2020 » est passée de 254 000 € à 220 000 €.

AR Prefecture

II - PRESENTATION GENERALE

06-250601879-20220329-43_2022-BF

Reçu le 08/04/2022

Publié le 08/04/2022

Le compte administratif 2021 clôture l'exercice avec un résultat excédentaire de

		Résultat de clôture 2020 reporté	Résultat de l'exercice 2021	Résultat de clôture 2021
RESULTAT	Fonctionnement EXCEDENT	+ 15 113 638,86 €	+ 2 096 921,62 €	+ 17 210 560,48 €
RESULTAT	Investissement DEFICIT	- 14 000 681,21 €	+ 838 738,27 €	- 13 161 942,94 €
RESULTAT	GENERAL	+ 1 112 957,65 €	+ 2 935 659,89 €	+ 4 048 617,54 €

exercice 2021 - CA 2021

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	section de fonctionnement	3 044 959,97 €	5 141 881,59 €
	section d'investissement	5 423 740,71 €	6 262 478,98 €

REPORTS DE L'EXERCICE 2020	Report en section de fonctionnement		15 113 638,86 €
	Report en section d'investissement	14 000 681,21 €	

TOTAL réalisations + reports	22 469 381,89 €	26 517 999,43 €
------------------------------	-----------------	-----------------

RESTES A REALISER A REPORTER	section de fonctionnement	0,00 €	0,00 €
	section d'investissement	0,00 €	0,00 €
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en 2022	0,00 €	0,00 €

RESULTAT CUMULE	section de fonctionnement	3 044 959,97 €	20 255 520,45 €
	section d'investissement	19 424 421,92 €	6 262 478,98 €
	TOTAL CUMULE	22 469 381,89 €	26 517 999,43 €

La dissolution du SDEG 06 et la clôture des comptes au 31 décembre 2021 ne permet pas le report de restes à réaliser, la réalisation des rattachements, la comptabilisation des ICNEs en 2021.

AR Prefecture

006-250601879-20220329-43_2022-BF

Reçu le 08/04/2022

Publié le 08/04/2022

III - PRINCIPAUX RATIOS

Dépenses d'exploitation sur dépenses réelles de fonctionnement	91,93%
Produit d'exploitation sur recettes réelles de fonctionnement	7,61%
Transferts reçus sur recettes réelles de fonctionnement	40,49%
Emprunts réalisés sur dépenses d'équipement	57,27%
Dépenses de personnel sur dépenses réelles de fonctionnement	16,05%
Dépenses de fonctionnement et remboursement dette en capital sur recettes réelles de fonctionnement	86,35%
Dépenses d'équipement sur recettes réelles de fonctionnement	62,31%
Encours de la dette sur recettes réelles de fonctionnement	38,96%
Encours de la dette sur recettes réelles de fonctionnement	9 186 557,92 €

IV - ETAT DE LA DETTE

Treize emprunts sont arrivés à échéance en 2021 et en 2020, huit emprunts sur l'exercice 2019, six emprunts en 2018. Un nouvel emprunt en 2021 a été validé par délibération du 25/05/2021, et souscrit, pour un montant de 1 835 000 euros (1^{ère} échéance en 2022).

	DETTE EN CAPITAL	ANNUITE	INTERET	CAPITAL
2021	9 186 557,92 €	1 733 855,72 €	265 284,11 €	1 468 571,61 €
2020	10 860 759,68 €	2 003 302,90 €	329 101,14 €	1 674 201,76 €

Dettes du SDEG est constituée de 37 contrats dont l'encours total s'élève au 31/12/2022 à 9 552 986,28 €.

AR Prefecture

• Synthèse de la dette au 31/12/2021

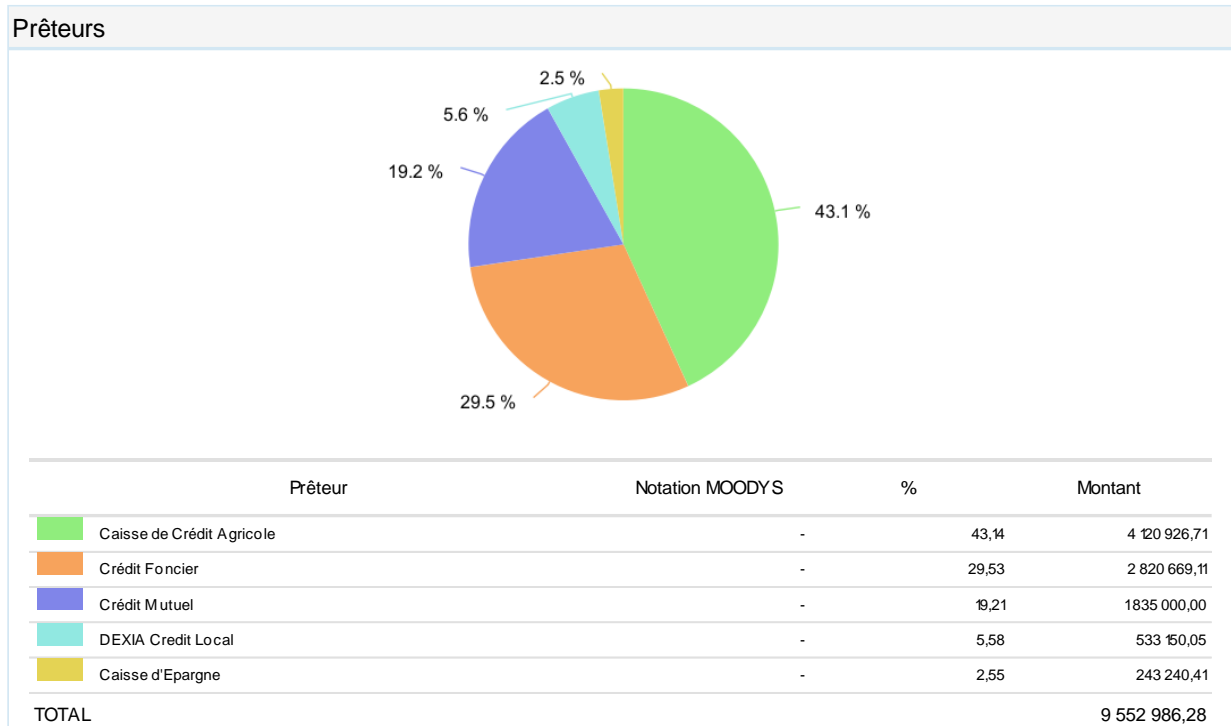
150601879-20220329-43_2022-BF
Reçu le 08/04/2022
Publié le 08/04/2022

- La répartition de l'encours par prêteurs

Le SDEG travaille avec les principaux acteurs du secteur du financement local dans le cadre du projet de Distribution d'Electricité et de Gaz :

- Le Crédit Agricole à hauteur de 43.14% de l'encours au 31/12/2021
- Le Crédit Foncier à hauteur de 29.53% de l'encours
- Le Crédit Mutuel à hauteur de 19.21%
- DEXIA Crédit Local à hauteur de 5.58%
- La Caisse d'Epargne à hauteur de 2.55%

Répartition de l'encours de la dette par prêteur au 31/12/2021



AR Prefecture

- La structure de la dette au 31/12/2021

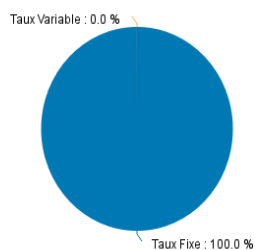
250601879-20220329-43_2022-BF

Reçu le 08/04/2022

Publié le 08/04/2022

Répartition de l'encours de dette au 31/12/2021 par index

Types de Taux



	Fixes	Variables	Total
Encours	9 552 986,28	0,00	9 552 986,28
%	100,00%	0,00%	100%
Durée de vie moyenne	4 ans, 10 mois		4 ans, 10 mois
Duration	4 ans, 7 mois		4 ans, 7 mois
Nombre d'emprunts	37	0	37
Taux actuariel	2,43%	0,00%	2,43%
Taux moyen	2,65%	0,00%	2,54%

Le taux moyen de la dette au 31/12/2021 est de 2.54%

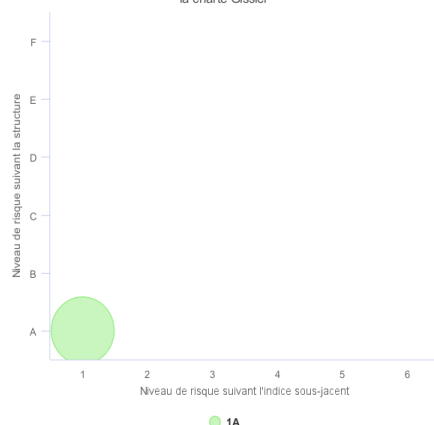
Le taux actuariel est de 2.43%.

Le taux moyen représente le coût de la dette sur une année alors que le taux actuariel, le coût jusqu'à extinction des prêts.

100 % des encours sont à taux fixe.

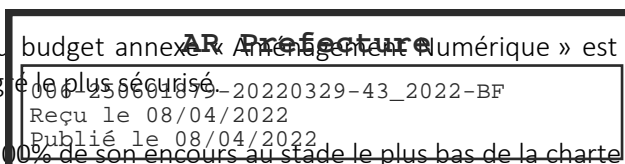
Charte Gissler

Classification de l'encours au 31/12/2021 en début de journée selon la charte Gissler



Catégorie	Encours au 31/12/2021	%
1-A	9 552 986,28	100,00%
TOTAL	9 552 986,28	100 %

La totalité de l'encours de la dette du budget annexe « Aménagement Numérique » est classée 1A selon la charte de Gissler (1) soit le degré le plus sécurisé.



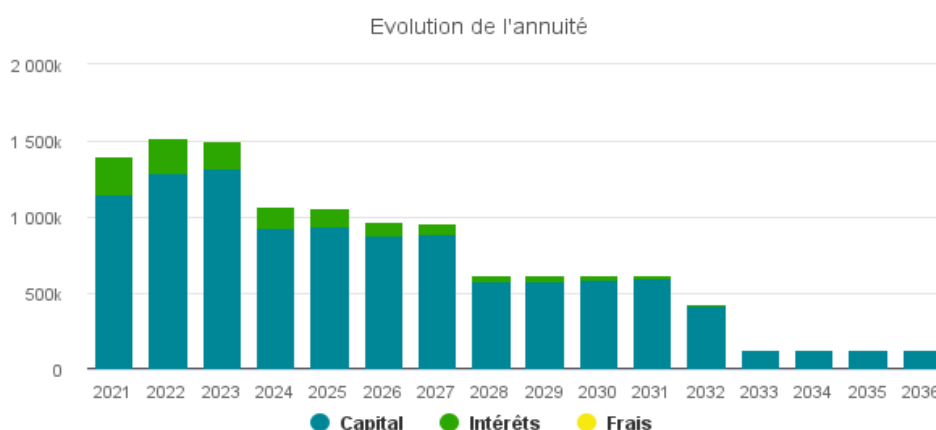
La dette du SICTIAM est classée pour 100% de son encours au stade le plus bas de la charte Gissler (1), soit le degré le plus sécurisé. Il n'y a donc aucun produit à risque sur le Syndicat. Cette gestion raisonnée a été menée tout en conservant une performance financière tout à fait acceptable, le taux d'intérêt moyen étant, à fin 2021, à 2.54 %.

(1) La charte Gissler est une charte de bonne conduite signée fin 2009 et destinée à régir les rapports mutuels entre collectivités territoriales et établissements bancaires. Dans ce cadre, une classification des produits a été définie. La classification retient deux dimensions :

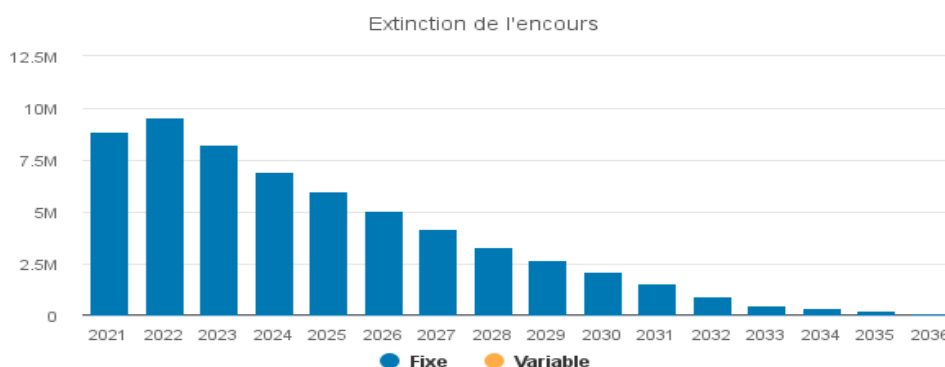
- Le risque associé à l'indice ou les indices sous-jacents (classement 1 à 5) : les indices de la zone euro comme l'Euribor sont considérés de risque minimum (risque 1) alors que les indices hors zone euro comme le Libor (taux du marché interbancaire de Londres) sont classés risque 4.
- Le risque de structure allant de A à E : les prêts à taux fixe ou à taux variables sont classés risque A. Les prêts structurés assortis d'une barrière sont classés B.

- Extinction de la dette (au 31/12/2021)

Extinction de la dette par année



La dette s'étend jusqu'en 2036 avec une durée de vie moyenne de 4 ans et 10 mois
La durée de vie résiduelle moyenne de la dette du budget annexe est de 9 ans et 2 mois.



En 2027, l'encours de la dette sera diminué de moitié par rapport à son niveau actuel ; il sera inférieur à 1 M€ en 2032.

V - SECTION DE FONCTIONNEMENT

- Dépenses de fonctionnement

Chapitre	Libellés	Crédits ouverts	Réalisations	Crédits Annulés
	DÉPENSES	5 379 119,37	3 044 959,97	2 334 159,40
011	Charges à caractère général	3 318 200,00	2 279 811,96	1 038 388,04
012	Charges de personnel et frais assimilés	755 500,00	488 617,24	266 882,76
65	Autres charges de gestion courante	89 077,81	18 268,47	70 809,34
66	charges financières	248 780,00	245 669,82	3 110,18
67	Charges exeptionnelles	290 655,58	12 592,48	278 063,10
68	Dotations aux amortissements et provisions			0,00
22	Dépenses imprévues			0,00
023	Virement à la section d'investissement	657 386,40		
042	opérations d'ordre entre section	19 519,58		19 519,58

- Les dépenses liées à l'entretien de l'éclairage public

23,37 % des charges à caractère général réalisées sur la section de fonctionnement en 2021 correspondent aux mandatements liés à l'entretien de l'éclairage public des communes ayant sollicité le service, soit un montant global de 532 803,56 € (565 654,12 € en 2020).

- Le reversement de la TCFE (taxe sur la consommation finale d'électricité)

La TCFE est reversée aux communes sur la base d'un coefficient 4,5 soit un montant global de 1 629 696,31 € reversé en 2021 pour le 4^{ème} trimestre 2020 et les deux premiers trimestres 2021.

En l'absence de journée complémentaire, le 3^{ème} trimestre 2021 est reversé sur l'exercice 2022, pour un montant de 311 404,74 €

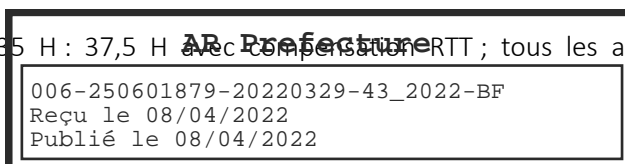
La TCFE au titre du 4^{ème} trimestre 2021 sera versé par les fournisseurs fin février 2022.

- Les dépenses liées aux emprunts

Les charges financières à savoir essentiellement les intérêts des emprunts (servant jusqu'au 31/12/2021 à financer l'avance de la part communale) constituent le deuxième poste des dépenses de fonctionnement pour un montant total de : 265 284,11 € (329 101,14 € en 2020)

- Les charges de personnel, à savoir 488 617,24 € (549 868,24 € en 2020 et 623 193,77 € en 2019), représentent 16 % des dépenses de fonctionnement.

Le temps de travail sur la base de 35 H : 37,5 H avec compensation RTT ; tous les agents sont employés à temps plein.



effectifs - emplois permanents au 31/12/2021		non titulaires	titulaires technique	titulaires administratif
hommes	catégorie A		1	
	catégorie B			
	catégorie C			
femmes	catégorie A	1		
	catégorie B		1	2
	catégorie C			4
Total	9	1	2	6

2021	salaire de base	heures sup	Primes	NBI	50% abonnement transport	participation protection sociale
IRCANTEC	50 906,22 €	0,00 €	9 840,00 €		279,70 €	47,66 €
CNRACL	196 130,48 €	0,00 €	71 659,33 €	2 530,44 €	505,98 €	2 135,17 €
		(1)		(2)		

(1) nombre d'agents concernés : 0
 nombre total d'HS : 0

(2) nombre d'agents concernés : 3

• Recettes de fonctionnement

Chapitre	Libellés	Crédits ouverts	Réalizations	Crédits Annulés
	RECETTES	4 890 589,67	5 141 881,59	-251 291,92
013	Atténuation de charges	17 000,00	13 824,70	3 175,30
70	Produits des services			0,00
73	Impôts et Taxes taxe sur l'électricité	2 400 000,00	2 488 559,91	-88 559,91
74	Dotations, subventions et participations	1 800 000,00	2 071 467,54	-271 467,54
75	Autres produits de gestion courante(dont R1 et honoraires syndicaux sur op d'investissement)	456 800,00	391 196,43	65 603,57
76	Produits financiers	208 189,67	176 833,01	31 356,66
77	Produits exceptionnels	8 600,00		8 600,00
042	opérations d'ordre entre section			0,00
002	Excédent de fonctionnement reporté	15 113 638,86		

Les recettes de fonctionnement regroupent :

- Les participations, les cotisations des communes et les frais de gestion sur travaux.
- La mise en recouvrement des prestations d'entretien de l'éclairage public

exercice	2021	2020	2019
----------	------	------	------

participation annuelle au titre des travaux préfinancés	AR Prefecture	1 528 337,19 €	1 705 843,27 €
mise en recouvrement des prestations ent	Chien EP	642 313,41 €	710 383,99 €
cotisation annuelle	Reçu le 08/04/2022	40 170,86 €	43 735,68 €
frais de MOA	Publié le 08/04/2022	13 024,01 €	84 729,59 €
total		2 087 233,39 €	2 544 692,53 €

- La taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE) conservée, soit un coefficient de 4 % sur un coefficient global de 8,5 %, en communes rurales représente 10 % des recettes de fonctionnement. Jusqu'en 2020, avec l'ancienne répartition soit un coefficient 1,5 % conservé, cette TCFE représentait, en moyenne annuelle, 7 à 8 % des recettes de fonctionnement.
- Les redevances de fonctionnement R1 sont destinées à financer les dépenses annuelles de structure liées à l'accomplissement des missions de contrôle, de conseil et de coordination des travaux.
 - Enedis : 364 635 € au titre de l'exercice 2021 (362 932 € au titre de 2020)
 - GRDF : 10 756 € au titre de l'exercice 2021 (1 106 37€ au titre de 2020)
- Les transferts de compétences « éclairage public » et « distribution d'électricité » à la Métropole Nice Côte d'Azur
 - Pour la compétence éclairage public, la Métropole Nice Côte d'Azur rembourse annuellement au mois de juin, les échéances des emprunts transférés, conformément aux procès-verbaux établis, avec une dernière échéance en 2023.

Annuité EP voirie 2021 : *la part capital est imputée à la section d'investissement*

intérêts	10 328,34 €
capital	106 879,33 €
Total échéance 2021	117 207,67 €

- Pour la compétence réseaux de distribution d'électricité, la participation métropolitaine a été versée au prorata du 1^{er} semestre 2018 et le complément est pris en compte dans l'établissement des procès-verbaux de transfert d'actif et de passif au 1^{er} juillet 2018.

39 procès-verbaux de transfert sont exécutoires en 2021 et 6 restant encore à finaliser.

La régularisation est en cours : le 1^{er} versement est intervenu en 2020

la part capital est imputée à la section d'investissement

intérêts	capital	
197 851,59 €	998 618,46 €	total 2018 à 2021
8 596,60 €	38 965,17 €	versés en 2020
166 504,67 €	846 125,56 €	versés en 2021
175 101,27 €	885 090,73 €	total versement
-22 750,32 €	-113 527,73 €	solde

AR Prefecture

006-250601879-20220329-43 2022-BF

Révisé le 08/04/2022

Publié le 08/04/2022

VI - SECTION D'INVESTISSEMENT

- Dépenses d'investissement

Chapitre	Libellés	Crédits ouverts	Réalisations	restes à réaliser	Crédits Annulés
	DÉPENSES	32 343 263,43	5 423 740,71	0,00	26 919 522,72
23	Total des opérations d'équipement	27 915 529,50	3 050 189,93	0,00	24 865 339,57
10	Dotation, fonds divers et réserves (FCTVA remboursé aux communes)	705 951,42	705 023,90	0,00	927,52
13	Subventions d'investissement	121 744,00	119 328,42	0,00	2 415,58
16	Remboursement d'Emprunts (capital)	1 468 571,61	1 395 239,18	0,00	73 332,43
2051	Immobilisations incorporelles			0,00	
21	immobilisations corporelles	25 000,00		0,00	25 000,00
27	Autres immos financières			0,00	
45 - 1	opérations pour compte de tiers	2 106 466,90	153 959,28	0,00	1 952 507,62
040	Opérations d'ordre entre sections	0,00	0,00		

Ligne du 001 Résultat antérieur ???

Le total des opérations d'équipement du chapitre 23 se décompose comme suit :

Travaux sur les réseaux au bénéfice des communes	3 010 804,95 €
Investissements de gestion interne	39 384,98 €
matériel informatique	26 775,38 €
terrain de Gattières	12 609,60 €
Total chapitre 23	3 050 189,93 €

- Les dépenses dédiées aux travaux sur les réseaux secs

Au cours de l'année 2021, 3,1 millions d'euros d'investissement en travaux sur les réseaux de distribution d'électricité et d'éclairage public, ont été réalisés, répartis de la façon suivante en fonction du type de travaux exécutés et des sources de financements :

	2021		2020		2019	
Opérations	Investissements		Investissements		Investissements	
Département + ENEDIS article 8	490 882,76 €	16,30%	599 597,68 €	23,07%	1 015 706,01 €	21,35%
Département zone rurale		0,00%	35 668,48 €	1,37%	200 076,48 €	4,21%
Département zone urbaine		0,00%	331,82 €	0,01%		0,00%
CAS FACE Extension	100 061,02 €	3,32%	75 691,51 €	2,91%	76 532,37 €	1,99%
CAS FACE Renforcement	467 158,13 €	15,52%	541 841,30 €	20,85%	907 900,25 €	18,71%
CAS FACE "Environnement"	104 377,79 €	3,47%	89 586,85 €	3,45%	388 949,80 €	8,18%
CAS FACE "Sécurisation"		0,00%		0,00%	7 597,79 €	0,16%
CAS FACE EnR photovoltaïque		0,00%	1 807,14 €	0,07%	40 739,82 €	0,86%

Extension pour branchements	989 421,22 €	32,86%	AR - Préfecture	70 654,95 €	692 649,31 €	14,56%
Eclairage Public	731 670,23 €	24,30%	AR - Préfecture	514 870,42 €	1 400 431,23 €	29,44%
Divers : Intempéries 2020						
Microcentrale Daluis	127 231,80 €	4,23%	Reçu le 08/04/2022 Publié le 08/04/2022	39 107,38 €	25 895,82 €	0,54%
investissements travaux	3 010 804,95 €	100%		2 598 761,75 €	4 756 478,88 €	100%
travaux sur la Métropole	153 959,28 €	cpte 45		24 709,14 €	869 960,41 €	cpte 45
TOTAL	3 164 764,23 €			2 623 470,89 €	5 626 439,29 €	

En tenant compte de l'ajournement des marchés en raison du confinement, 2,6 millions d'euros d'investissements en **travaux** ont été réalisés en 2020

Au cours de l'exercice 2018, 6,5 millions d'euros ont été investis.

- **Les dépenses liées aux emprunts**

Le remboursement de la part du capital de l'annuité 2021 s'élève à 1 468 571,61 €.

- **Recettes d'investissement**

Chapitre	Libellés	Crédits ouverts	Réalisations	restes à réaliser	Crédits Annulés
	RECETTES	46 343 944,64	6 262 478,98	0,00	40 081 465,66
1381	Subv d'invest Part R2 redevance concession	190 000,00	195 842,35	0,00	-5 842,35
10	Dotation, fonds divers Réserves FCTVA (hors 1068)	218 365,82	217 406,00	0,00	959,82
1068	Dotation, Fonds divers Réserves	1 814 545,96	1 814 545,96	0,00	0,00
27	Autres immos financières	1 065 309,43	964 214,78	0,00	101 094,65
024	Produits des cessions	0,00		0,00	
21	immobilisations corporelles			0,00	
23	Immobilisations en cours	898 100,00	5 716,11	0,00	892 383,89
13	Subventions d'investissement	23 752 157,82	1 229 753,78		22 522 404,04
16	Emprunts et dettes assimilées	15 907 423,62	1 835 000,00	0,00	14 072 423,62
45 - 2	opérations pour compte de tiers	1 821 136,01	0,00	0,00	1 821 136,01
40	Opérations d'ordre entre sections	19 519,58	0,00	0,00	19 519,58
021	Virement de la section de fonctionnement	657 386,40			

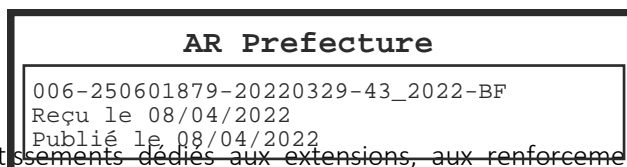
- **La redevance d'investissement R2 – concession distribution d'électricité**

Destinée à financer certaines dépenses d'investissements effectuées par l'autorité concédante sur les réseaux électriques.

convention 12/09/2002	convention 21/12/2018		
année 2018	année 2019	année 2020	année 2021
300 712,64 €	245 712,47 €	175 887,27 €	195 842,35 €

1er semestre ancien périmètre
2ème semestre nouveau périmètre

- Les subventions
 - Du CAS FACE



Les **aides au financement** des investissements dédiés aux extensions, aux renforcements et aux enfouissements de réseaux publics de distribution d'électricité couvrent **80 % maximum de la dépense éligible hors taxe**.

Depuis 2021, en contrepartie de la diminution de la quote-part de taxe sur la consommation finale d'électricité reversée trimestriellement aux communes adhérentes, il a été acté **la prise en charge par le SICTIAM, des 20 % restant à financer**, hors travaux non éligibles aux subventions du CAS FACE, déduction faite de la subvention allouée par l'Etat via le CAS FACE, sur les travaux de renforcement, d'extension et d'enfouissement des réseaux concédés en communes rurales.

Les subventions imputées sur le budget de l'Etat via le CAS FACE de l'année de leur notification doivent être utilisées dans les trois années suivantes, tous les travaux des sous-programmes concernés devant être terminés.

REFERENCE FACE	DECISION D'ATTRIBUTION	subvention initiale	SUBVENTION NOTIFIEE	travaux aidés	
Renforcement 2018	N° 2 102 608 990 du 18/02/2019	1 008 000,00 €	1 008 000,00 €	1 260 000,00 €	prolongation du 22/09/2021
Extension 2018	N° 2 102 608 991 du 19/02/2019	252 000,00 €	252 000,00 €	315 000,00 €	prolongation du 22/09/2021
Enfouissement 2018	N° 2 102 598 598 du 07/01/2019	276 000,00 €	276 000,00 €	345 000,00 €	prolongation du 22/09/2021

Renforcement 2019	N° 2 102 850 791 du 13/12/2019	1 218 750,00 €	1 093 734,00 €	1 367 167,50 €	prolongation sollicitée
Extension 2019	N° 2 102 850 792 du 19/12/2019	305 000,00 €	125 266,00 €	156 582,50 €	prolongation sollicitée
Enfouissement 2019	N° 2 102 850 793 du 19/12/2019	254 000,00 €	254 000,00 €	317 500,00 €	prolongation sollicitée

Renforcement 2020	N° 2102989092 du 17/07/2020	1 130 400,00 €	1 382 294,00 €	1 727 867,50 €	
Extension 2020	N° 2102989993 du 21/07/2020	282 600,00 €	30 706,00 €	38 382,50 €	
Enfouissement 2020	N° 2103194137 du 31/12/2020	220 000,00 €	220 000,00 €	275 000,00 €	
Intempéries 2020	N° 2103214765 du 28/12/2020	146 743,40 €	146 743,40 €	293 486,80 €	

Renforcement 2021	N° 2 103 454 993 du 16/10/2021	1 294 600,00 €	1 294 600,00 €	1 618 250,00 €	
Extension 2021	N° 2 103 455 110 du 13/10/2021	236 500,00 €	236 500,00 €	295 625,00 €	
Enfouissement 2021	N° 2 103 454 686 du 13/10/2021	194 400,00 €	194 400,00 €	243 000,00 €	

- Les aides financières du Département en fonction des votes en CP

Le Conseil Départemental participe aux opérations d'esthétique des réseaux et aux travaux d'amélioration énergétique des installations d'éclairage public.

○ La participation du concessionnaire **AR Prefecture**

L'article 8 du Cahier des Charges de Concession permet de pérenniser les actions engagées sur les opérations de dissimulation des réseaux électriques basse tension existants sous maîtrise d'ouvrage de notre syndicat dans les communes urbaines.

- Taux de participation d'ENEDIS 40 % du total HT des travaux éligibles
- Plafond annuel de contribution d'ENEDIS 400 000 €

○ Les subventions perçues au cours de l'exercice 2021

	subventions perçues	2021	2020	2019
DEPARTEMENT	Réseaux électriques	96 435,99 €	33 298,41 €	1 930 050,01 €
DEPARTEMENT	Eclairage public	212 813,61 €	305 900,09 €	294 001,54 €
CAS FACE	tous programmes	338 627,32 €	1 542 523,49 €	533 852,10 €
ENEDIS	participation Article 8	344 668,12 €	360 141,40 €	178 149,39 €
total		992 545,04 €	2 241 863,39 €	2 936 053,04 €